

Paris, le 23 mai 2011

COMMUNIQUE DE PRESSE

Mobilisation contre l'eugénisme : un nouveau critère de jugement électoral

1) La *Fondation Jérôme Lejeune* publie une interpellation dans *Le Figaro* et *La Croix* demain mardi 24 mai pour s'associer aux plus de **15 000 signataires** de l'appel lancé aux parlementaires afin qu'ils refusent les dispositions eugéniques du projet de loi bioéthique.

Cette annonce explique pourquoi s'opposer à l'article 9, visé :

- Parce que cet article **instaure un eugénisme d'Etat** : en obligeant les médecins à proposer le dépistage prénatal de la trisomie à toutes les femmes enceintes, il fait passer de la généralisation à l'obligation, de l'eugénisme de fait à l'eugénisme de droit.
- Parce que 96 % des enfants diagnostiqués trisomiques avant la naissance sont éliminés et ce, jusqu'à la fin du neuvième mois de la grossesse. Au lieu de chercher à obtenir du « 100 % zéro triso », **notre pays doit se ressaisir d'urgence pour freiner les dérives actuelles**, comme s'en inquiétait déjà le Premier ministre en 2008 !
- Parce que **cette politique de santé publique revient à abuser de la vulnérabilité des 800 000 femmes enceintes**, clientèle captive et renouvelable, dont le dépistage enrichit les laboratoires d'analyses à hauteur de 100 millions d'euros chaque année.
- Parce que, sans prise de conscience éthique, il n'y a aucune raison de ne pas détecter in utero de nombreuses autres maladies ou prédispositions à des maladies. Le seul critère de faisabilité technique conduit à une **logique de traque et d'élimination qui ira toujours plus loin.**

2) L'examen par l'Assemblée nationale en 2^{ème} lecture du projet de loi bioéthique les 24 et 25 mai constitue un tournant pour la révision législative en cours.

La désorganisation et la négligence de l'exécutif, voire son hypocrisie, ont conduit à rendre majoritaires les options eugéniques de l'opposition. En conséquence, la réaction du gouvernement et le vote de sa majorité seront observés avec la plus grande attention.

3) Les enjeux sont fondamentaux :

a. Les choix qui seront faits traduiront s'il existe une volonté politique de réaffirmer que tout être humain, y compris à son stade initial, doit rester hors du champ des enjeux commerciaux et financiers et qu'il ne peut être stigmatisé, sélectionné, instrumentalisé. Les votes qui ont eu lieu jusqu'ici donnent l'impression d'une intention contraire.

b. Dans la perspective des prochaines échéances électorales, ces questions essentielles, structurant l'orientation de la société dans son ensemble, tiendront une place qu'elles n'ont jamais eue jusqu'à présent.

Nombre d'électeurs ne se contenteront pas des problèmes de pouvoir d'achat ou d'emplacements de radars routiers pour choisir à qui accorder la conduite de la France. Ils ne donneront leur confiance qu'à ceux qui refusent une médecine éliminant les malades et qui sont capables de résister aux justifications matérialistes de la techno science.